

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT
(DÉPARTEMENT DU TOURISME)

**Décret n° 2-08-651 du 21 joumada II 1430 (15 juin 2009)
fixant les attributions et l'organisation du ministère
chargé du tourisme.**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution et notamment l'article 63 ;

Vu le dahir n° 1-07-200 du 3 chaoual 1428 (15 octobre 2007)
portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu le décret n° 2-05-1369 du 29 chaoual 1426 (2 décembre
2005) fixant les règles d'organisation des départements
ministériels et de la déconcentration administrative ;

Vu le décret n° 2-93-44 du 7 kaada 1413 (29 avril 1993)
relatif à l'emploi supérieur du secrétaire général de ministère ;

Vu le décret n° 2-97-364 du 10 safar 1418 (16 juin 1997)
relatif à l'emploi supérieur de directeur d'administration centrale ;

Vu le décret n° 2-75-832 du 27 hija 1395 (30 décembre 1975)
relatif aux fonctions supérieures propres aux départements
ministériels, tel que modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-75-864 du 17 moharrem 1396
(19 janvier 1976) fixant le régime indemnitaire lié à l'exercice
des fonctions supérieures dans les départements ministériels, tel
que modifié et complété ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le
11 joumada I 1430 (7 mai 2009),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le ministère du tourisme a pour
mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique
gouvernementale en matière de tourisme.

A cet effet, il est chargé notamment, en coordination avec
les administrations concernées, de :

- élaborer, mettre en œuvre et évaluer la stratégie du
développement touristique ;
- mener les études et enquêtes nécessaires au
développement du tourisme aussi bien au niveau national
que régional ;
- élaborer les projets de lois et les textes réglementaires
relatifs aux activités de tourisme et veiller à leur
application ;
- encadrer et assurer l'appui aux professions et aux activités
touristiques conformément à la réglementation en vigueur ;
- orienter et contrôler les services déconcentrés et évaluer
les moyens nécessaires à leur fonctionnement ;
- participer à l'élaboration et au pilotage de la stratégie de
formation hôtelière et touristique ;
- encadrer les établissements de formation relevant du
ministère du tourisme ;
- veiller à l'établissement et au renforcement des relations
dans le cadre de la coopération bilatérale ainsi qu'avec les
organisations spécialisées ;
- assurer la tutelle des établissements relevant du
département du tourisme.

ART. 2. – Le ministère chargé du tourisme comprend, outre le
cabinet du ministre et l'inspection générale, une administration
centrale et des services déconcentrés.

ART. 3. – L'administration centrale comprend :

- le secrétariat général ;
- l'inspection générale ;
- la direction de la stratégie et de la coopération ;
- la direction de la réglementation, du développement et de la
qualité ;
- la direction des ressources et de la formation.

ART. 4. – Le secrétaire général exerce les fonctions qui lui
sont attribuées conformément au décret susvisé n° 2-93-44 du
7 kaada 1413 (29 avril 1993).

ART. 5. – L'inspection générale a pour mission d'instruire
toute requête qui lui est confiée par le ministre, et de procéder, sur
ses instructions, à toutes inspections, enquêtes et études.

ART. 6. – La direction de la stratégie et de la coopération est
chargée de :

- élaborer et piloter la stratégie du tourisme ;
- réaliser les études, analyses stratégiques et prospectives ;
- assurer une veille stratégique et concurrentielle du secteur du
tourisme ;
- évaluer la performance économique du secteur touristique ;
- publier les informations concernant le secteur du tourisme ;
- établir et renforcer les relations dans le cadre de la
coopération bilatérale ainsi qu'avec les organisations
spécialisées.

ART. 7. – La direction de la réglementation, du
développement et de la qualité est chargée de :

- élaborer et actualiser les textes législatifs et réglementaires
régissant les établissements et les activités touristiques ;
- mettre en place les référentiels et outils normatifs
spécifiques au secteur du tourisme ;
- concevoir les plans pour le développement des activités
touristiques ;
- mettre en place des mécanismes pour développer la qualité
au sein des entreprises touristiques ;
- mettre en place des outils de développement d'un tourisme
durable et responsable ;
- délivrer les autorisations nécessaires à l'exercice des activités
et professions touristiques conformément à la réglementation
en vigueur et instruire les dossiers y afférents ;
- encadrer et contrôler les opérateurs du secteur touristique
conformément à la réglementation en vigueur ;
- apporter du conseil et de l'expertise au profit des acteurs du
secteur du tourisme.

ART. 8. – La direction des ressources et de la formation est
chargée de :

- élaborer et mettre en œuvre la stratégie de formation
hôtelière et touristique des établissements de formation
relevant du ministère du tourisme ;
- assurer une veille stratégique de l'offre dans le domaine de
la formation ;

- participer à l'élaboration des textes réglementaires dans le domaine de la formation ;
- encadrer et contrôler les établissements de formation relevant du département du tourisme ;
- élaborer et suivre l'exécution du budget du département du tourisme ;
- assurer le support logistique et les moyens nécessaires à la réalisation des missions du département ;
- élaborer et mettre en œuvre une stratégie des ressources humaines à même d'accompagner le développement du département du tourisme ;
- promouvoir l'action sociale au profit des fonctionnaires du département du tourisme ;
- concevoir et gérer les systèmes d'information du département du tourisme.

ART. 9. - Les attributions et l'organisation des divisions et services relevant des directions centrales du ministère du tourisme sont fixés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée du tourisme visé par l'autorité gouvernementale chargée des finances et l'autorité gouvernementale chargée de la modernisation des secteurs publics.

ART. 10. - Les attributions, l'organisation et le ressort territorial des services déconcentrés du ministère du tourisme sont fixés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée du tourisme visé par l'autorité gouvernementale chargée des finances et l'autorité gouvernementale chargée de la modernisation des secteurs publics.

ART. 11. - Le présent décret aborge les dispositions du décret n° 2-90-73 du 19 kaada 1410 (13 juin 1990) relatif aux attributions et à l'organisation du ministère du tourisme.

Toutefois, les dispositions de l'arrêté n° 2768-94 du 2 safar 1415 (12 juillet 1994) relatif à l'organisation et aux attributions des services extérieurs du ministère du tourisme, tel qu'il a été modifié et complété, demeurent en vigueur et ce jusqu'à la publication de l'arrêté fixant les attributions et l'organisation des services déconcentrés du département du tourisme.

ART. 12. - Le ministre du tourisme et de l'artisanat, le ministre de l'économie et des finances et le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la modernisation des secteurs publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 21 jourmada II 1430 (15 juin 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contreseing :

*Le ministre du tourisme
et de l'artisanat,*

MOHAMMED BOUSSAID.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

*Le ministre délégué
auprès du Premier ministre,
chargé de la modernisation
des secteurs publics,*
MOHAMMED ABBOU.

Arrêté du ministre du tourisme et de l'artisanat n° 1582-09 du 21 jourmada II 1430 (15 juin 2009) fixant les attributions et l'organisation des divisions et services relevant des directions centrales du ministère chargé du tourisme.

LE MINISTRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT.

Vu le décret n° 2-05-1369 du 29 chaoual 1426 (2 décembre 2005) fixant les règles d'organisation des départements ministériels et de la déconcentration administrative ;

Vu le décret n° 2-08-651 du 21 jourmada II 1430 (15 juin 2009) fixant les attributions et l'organisation du ministère chargé du tourisme ;

Vu le décret n° 2-75-832 du 27 hija 1395 (30 décembre 1975) relatif aux fonctions supérieures propres aux départements ministériels, tel que modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-75-864 du 17 moharrem 1396 (19 janvier 1976) fixant le régime indemnitaire lié à l'exercice des fonctions supérieures dans les départements ministériels, tel que modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - La direction de la stratégie et de la coopération comprend :

- la division de la stratégie et de la planification ;
- la division de l'évaluation et des publications ;
- la division de la coopération.

La division de la stratégie et de la planification comprend :

- le service des études et de veille stratégique ;
- le service de la planification.

La division de l'évaluation et des publications comprend :

- le service des statistiques ;
- le service des publications.

La division de la coopération comprend :

- le service de la coopération bilatérale ;
- le service des organisations spécialisées.

ART. 2. - La direction de la réglementation, du développement et de la qualité comprend :

- la division de la réglementation et de la qualité ;
- la division de l'encadrement et de l'appui.

La division de la réglementation et de la qualité comprend :

- le service de la réglementation et du développement ;
- le service de la qualité et de la normalisation.

La division de l'encadrement et de l'appui comprend :

- le service de l'encadrement de l'activité touristique ;
- le service de l'appui aux entreprises touristiques.

ART. 3. - La direction des ressources et de la formation comprend :

- la division de la formation ;
- la division des ressources humaines ;
- la division des ressources financières et du support logistique ;
- la division des systèmes d'information.